ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 55

Texte de la question

HYPOTHÈSES DE CROISSANCE POUR 2003

M. le président. La parole est à M. Philippe Martin *(Gers),* pour le groupe socialiste.

M. Philippe Martin (Gers.) Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, il y a peu, dans cette enceinte, vous avez employé le terme de rigueur. L'Assemblée nationale entame, cet après-midi, l'examen du projet de loi de finances pour 2003. Ce projet de budget, que vous présentez, a été bâti sur une hypothèse de croissance de 2,5 % - le mot « hypothèse » prenant ici toute sa valeur.

Aujourd'hui, plus personne n'ose affirmer que cet objectif sera atteint et la plupart des observateurs - économistes, instituts de conjoncture ou vous-même - indiquent que nous en serons très éloignés.

De plus, plusieurs des mesures qui sont contenues dans ce budget ne sont destinées qu'à une minorité de Français - toujours les mêmes *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du groupe Union pour la majorité présidentielle)* - au détriment de l'immense majorité de nos concitoyens qui sont écartés de toute initiative en leur faveur, alors qu'une redistribution plus juste pourrait et devrait contribuer au renforcement de la croissance et de l'emploi dans notre pays.

M. Richard Mallié. La question !

M. Philippe Martin (Gers). Eh bien, la question est celle que se posent de nombreux parlementaires siégeant sur des travées très diverses et elle est la suivante : pouvez-vous, monsieur le ministre, nous confirmer ou nous infirmer qu'à peine le vote du budget acquis, vous devrez réécrire votre copie, comme cela semble inévitable ? En un mot, après l'adoption d'un budget virtuel fondé sur l'optimisme de commande et reposant sur la méthode Coué, les Français ne devront-ils pas subir un budget bien réel, fondé, lui, sur la rigueur et l'austérité, et ce pour acquitter la facture de vos promesses contradictoires ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et du budget.

M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le député, premièrement, je pense que nous aurons l'occasion dans quelques heures d'entrer plus dans le détail dans l'analyse du budget pour 2003. Vous aurez alors des réponses précises à vos questions. *(Protestations sur les bancs du groupes socialiste.)*

Deuxièmement, je me permets de rappeler à la noble assemblée que les hypothèses de croissance que nous avons retenues sont inférieures à celles qui ont été retenues par l'Italie ou par l'Espagne, et que tous les grands instituts internationaux les confirment.

M. Jean Glavany. Ce n'est pas vrai !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Troisièmement, j'indique que, si, au cours de l'année prochaine, la situation évolue de manière différente de ce qui était prévu, y compris en fonction des éléments qui ont été rappelés par le ministre des affaires étrangères,...

Un député du groupe socialiste. Et de la météo !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... nous saurons alors - et c'est normal - rectifier le tir et conduire notre pays, comme nous l'avons fait jusqu'à présent. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

>

Données clés

Auteur : M. Philippe Martin
Circonscription : Gers (1re circonscription) - Socialiste
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 55
Rubrique : Politique économique
Ministère interrogé : économie
Ministère attributaire : économie

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 16 octobre 2002
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 octobre 2002